

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 42

[2006/204246]

14 DECEMBRE 2006. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S." (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et objet

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o "Initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (I.D.E.S.S.)" : un des organismes suivants :

a. une association sans but lucratif;

b. une société à finalité sociale telle que visée à l'article 661 du Code des sociétés;

c. un centre public d'action sociale;

d. une association visée à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale qui développent des services de proximité à finalité sociale;

2^o "services de proximité à finalité sociale" : les services développés sur le territoire de la Région wallonne par une I.D.E.S.S., en vue de répondre à des besoins avérés ou émergents exprimés par des particuliers ou des collectivités, qui ne sont pas rencontrés par le marché ou les pouvoirs publics ou organismes subventionnés, dans le but de créer des emplois et de renforcer la cohésion sociale;

3^o "travailleur" : la personne qui :

a. soit, la veille du jour de son engagement dans l'I.D.E.S.S., répond aux conditions fixées par la réglementation relative à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer dans l'économie sociale d'insertion (SINE) prise en vertu de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m., de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale;

b. soit est engagée en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

c. soit est engagée en vertu de l'article 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

4^o "bénéficiaire" : la personne physique ou la personne morale visée à l'article 17, § 2, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en tenant compte de l'importance de leurs revenus qui fait appel à une I.D.E.S.S. en vue de bénéficier d'un ou de plusieurs types de services de proximité à finalité sociale;

5^o "siège principal d'activités" : le lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où sont développés des services de proximité à finalité sociale;

6^o "le FOREm" : l'Office institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

7^o "Commission" : la Commission d'agrément et de suivi des I.D.E.S.S. visée à l'article 9.

Le Gouvernement peut adapter les définitions visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, uniquement en fonction d'éventuelles modifications apportées :

1^o à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité et à ses arrêtés d'exécution;

2^o à la réglementation relative à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer dans l'économie sociale d'insertion (SINE) prise en vertu de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m., de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale;

3^o à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

4^o à la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge de secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

5^o à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et, pour la Région wallonne, au décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et à ses arrêtés d'exécution;

6^o au Code des impôts sur les revenus (C.I.R. 92);

7^o aux dispositions de la loi du 5 juin 2002 relative au maximum à facturer dans l'assurance soins de santé en ce qu'elles concernent les bénéficiaires de l'intervention majorée;

8^o à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

9^o à la législation et à la réglementation adoptées à l'initiative des membres du Gouvernement en ce qui concerne :

a. les pouvoirs subordonnés tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, ci-après dénommée "la loi";

b. l'économie sociale ou la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi;

c. l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7^o, du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Le Gouvernement précise les bénéficiaires visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, en tenant compte des dispositions visées à l'alinéa 2, 3^o à 9^o.

Art. 2. Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret, agréer l'I.D.E.S.S. développant un ou plusieurs services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans les domaines d'activités suivants :

- 1° les petits travaux d'entretien, de réparation et d'aménagement de l'habitat;
- 2° l'aménagement et l'entretien des espaces verts;
- 3° le transport social;
- 4° la buanderie sociale;
- 5° les magasins sociaux;
- 6° le nettoyage de locaux des personnes morales visées à l'article 17, § 2, de la loi du 27 juin 1921 précitée.

Le Gouvernement précise les types de services qui peuvent être agréés en tenant compte des dispositions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

CHAPITRE II. — De l'agrément

Section I^{re}. — De la portée et de la durée de l'agrément

Art. 3. L'agrément est accordé à l'I.D.E.S.S. pour un ou plusieurs domaines d'activités tels que visés à l'article 2. L'agrément est accordé pour une durée maximale de deux ans. A l'expiration de cette période, l'agrément peut être octroyé pour des durées renouvelables de quatre ans.

Toutefois, dès le troisième agrément, celui-ci pourra être octroyé pour une durée indéterminée.

Section II. — Des conditions d'octroi de l'agrément

Art. 4. Pour être agréée, l'I.D.E.S.S. doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° avoir comme objet social le développement d'un ou de plusieurs services de proximité à finalité sociale;
 - 2° avoir son siège social et son siège principal d'activités sur le territoire de la Région wallonne;
 - 3° développer des services de proximité à finalité sociale;
 - 4° démontrer la plus-value du projet en regard des services proposés par le marché, les pouvoirs publics ou les organismes subventionnés;
 - 5° conclure un partenariat, notamment, avec d'autres opérateurs développant un ou plusieurs types de services de proximité;
 - 6° avoir une comptabilité ou une fonction comptable spécifique au développement de services de proximité à finalité sociale, distincte de toute autre activité que l'I.D.E.S.S. développe;
 - 7° proposer un projet d'insertion sociale et professionnelle aux travailleurs;
 - 8° associer les travailleurs et les bénéficiaires à la gestion du projet;
 - 9° conclure une convention avec le Forem afin d'assurer, le cas échéant, le suivi des formations organisées par la structure prestataire de services à destination des travailleurs ou de favoriser leur transition vers les secteurs concernés du marché de l'emploi;
 - 10° conclure un ou plusieurs partenariats avec des acteurs visés à l'article 2, § 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle (D.I.I.S.P.) en vue de :
 - a. faciliter la construction du programme d'actions individualisées visé à l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 précité;
 - b. renforcer l'efficacité des actions de formation et d'insertion destinées à rapprocher les bénéficiaires du marché de l'emploi;
 - c. permettre l'organisation de passerelles de transition "formation/emploi";
 - 11° démontrer la pertinence du projet et sa viabilité économique;
 - 12° s'engager à démontrer que les services de proximité à finalité sociale développés s'adressent à un volume de bénéficiaires suffisant en vue d'augmenter de manière significative le volume de l'emploi;
 - 13° ne pas se trouver, en ce qui concerne l'I.D.E.S.S. visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, b., en état de concordat, de faillite ou de déconfiture et en état de liquidation en ce qui concerne l'I.D.E.S.S. visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, a.;
 - 14° ne pas compter, parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'I.D.E.S.S., des personnes qui :
 - 14° a. pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés;
 - 14° b. pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'objet social de l'I.D.E.S.S.;
 - 15° ne pas être en infraction dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de son activité de développement de services de proximité à finalité sociale;
 - 16° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la Sécurité sociale ou par l'Office national de la Sécurité sociale des administrations provinciales et locales selon le cas, ou par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, les sommes pour lesquelles existe un plan d'apurement dûment respecté n'étant pas considérées comme arriérés;
 - 17° s'engager à respecter, en ce qui concerne les travailleurs, la notion d'emploi convenable au sens de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage à la charte de l'assuré social et de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage à la charte de l'assuré social.
- En ce qui concerne les structures prestataires de services visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, c. et d., la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, n'est pas requise.

Le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, 8°, 9° et 10°.

Section III. — De l'octroi, du renouvellement, de la suspension et du retrait de l'agrément

Art. 5. L'agrément de l'I.D.E.S.S. est octroyé et renouvelé par le Gouvernement sur avis motivé de la Commission et après instruction par les services qu'il désigne.

L'avis de la Commission concernant une demande de renouvellement d'agrément est motivé, notamment, par référence aux conditions prévues à l'article 4.

La décision d'octroi et de renouvellement d'agrément doit être prise, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, au plus tard dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction du dossier complet. Passé ce délai, la décision est réputée favorable.

La procédure d'octroi et de renouvellement est déterminée par le Gouvernement en tenant compte des principes de simplification administrative.

Art. 6. Lorsqu'une I.D.E.S.S. cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées par ou en vertu du présent décret, l'agrément peut être suspendu pour une période permettant à l'I.D.E.S.S. de régulariser sa situation ou être retiré par le Gouvernement sur proposition des services qu'il désigne et après avis motivé de la Commission.

Section IV. — Des recours relatifs aux décisions de refus d'octroi, de refus de renouvellement, de suspension ou de retrait de l'agrément

Art. 7. En cas de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément, l'I.D.E.S.S. peut introduire, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, un recours suspensif auprès des services qu'il désigne. L'avis motivé de la Commission est sollicité et l'I.D.E.S.S. peut être entendue par celle-ci.

Art. 8. Le Gouvernement statue sur les recours suspensifs visés à l'article 7, selon les modalités qu'il détermine, dans un délai de quatre mois à dater de l'introduction de ceux-ci.

A défaut de statuer dans les quatre mois, la décision de la Commission est confirmée.

Section V. — De La Commission

Art. 9. Il est institué une Commission d'agrément et de suivi des I.D.E.S.S., ci-après dénommée "la Commission", chargée de :

1° rendre, selon les modalités définies par le Gouvernement, un avis motivé sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait de l'agrément, ainsi que sur les recours relatifs à ceux-ci;

2° remettre sur demande ou d'initiative un avis sur toute question relative aux initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale.

Art. 10. La Commission est composée comme suit :

1° un président et un suppléant du président représentant le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions;

2° quatre membres et quatre suppléants représentant le Gouvernement dont un membre et un suppléant représentant le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions et un membre et un suppléant représentant le Ministre ayant la Formation dans ses attributions et un membre et un suppléant représentant le Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions;

3° deux membres et deux suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

4° deux membres et deux suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs :

5° deux membres et deux suppléants représentant l'association sans but lucratif "Union des villes et communes de Wallonie", dont un membre et un suppléant représentant la Fédération des C.P.A.S. de Wallonie;

6° deux membres et deux suppléants représentant le secteur de l'économie sociale;

7° un membre et un suppléant représentant le FOREm;

8° un membre et un suppléant représentant les services du Gouvernement qu'il désigne.

Seuls les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 6°, ont voix délibérative.

Les avis de la Commission sont adoptés par consensus ou, le cas échéant, à la majorité simple des membres ayant voix délibérative.

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme le président et les membres visés à l'article 10, 2° à 7°, de la Commission sur proposition de leurs mandants.

Les membres sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable et se poursuit jusqu'à son renouvellement.

Il prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;

3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat;

4° lorsqu'un membre n'a pu être présent au moins à la moitié des réunions au cours d'une année civile écoulée.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date normale d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat. Dans ce cas, un nouveau suppléant est désigné.

§ 2. La Commission se réunit au minimum quatre fois par an sur convocation de son président. Elle arrête son règlement d'ordre intérieur qui doit être conforme aux recommandations émises en la matière par le Conseil économique et social de la Région wallonne et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE III. — Des subventions

Art. 12. Le Gouvernement peut octroyer, selon les modalités qu'il détermine, à l'I.D.E.S.S., aux conditions du présent décret et dans la limite des moyens budgétaires disponibles :

1° une subvention destinée à couvrir partiellement les frais de fonctionnement de celle-ci;

2° une subvention destinée à couvrir partiellement les rémunérations des travailleurs visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, a. et c., occupés sous contrat de travail, calculés en équivalent temps plein.

Le total des subventions visées à l'alinéa 1^{er} ne peut excéder un montant de 100.000 euros par année et par domaines d'activités tels que visés à l'article 2.

Art. 13. Le Gouvernement peut également octroyer à l'I.D.E.S.S. une aide, calculée en fonction du nombre de travailleurs, destinée à couvrir partiellement les rémunérations du personnel d'encadrement, telle que visée à l'article 14 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales.

Cette subvention est, conformément aux dispositions du décret du 25 avril 2002 précité et de ses arrêtés d'exécution, fixée à un maximum de 24 points par I.D.E.S.S. en plus de ceux octroyés en fonction de l'effectif de référence tel que visé à l'article 15, alinéa 2.

Art. 14. Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation des subventions visées à l'article 12.

Art. 15. Les subventions visées à l'article 12 ne peuvent être octroyées qu'à des travailleurs engagés par l'I.D.E.S.S. qui constituent, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, des travailleurs supplémentaires par rapport à l'effectif de référence.

Par effectif de référence, on entend le nombre de travailleurs, exprimé en équivalent temps plein, inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, ci-après dénommé O.N.S.S.

Art. 16. Le total des aides et subventions octroyées à l'I.D.E.S.S. dans le cadre du présent décret, cumulées avec toutes les autres formes d'aides ou de réductions de cotisations de sécurité sociale en vigueur, ne peut dépasser le montant total des coûts générés par la prestation de services de proximité de l'I.D.E.S.S.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul permettant d'effectuer la comparaison entre le total des aides et les coûts générés par la prestation de services de proximité à finalité sociale.

CHAPITRE IV. — *Du suivi, du contrôle, de la surveillance, de l'évaluation et des sanctions*

Art. 17. L'I.D.E.S.S. est tenue de remettre, au terme de chaque exercice de l'agrément en cours, aux services du Gouvernement qu'il désigne ainsi qu'à la Commission, un rapport comportant au moins :

1° le bilan des activités;

2° les modalités de participation des travailleurs et des bénéficiaires à la gestion du projet, visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 8°;

3° les comptes ou les fonctions comptables spécifiques liés à la prestation de services de proximité, faisant état de l'utilisation des subventions et de l'aide perçues.

L'I.D.E.S.S. est évaluée par les services du Gouvernement qu'il désigne et par la Commission, au regard notamment des éléments suivants :

1° le nombre et la qualité d'emplois créés;

2° le nombre de travailleurs ayant quitté l'I.D.E.S.S. pour un emploi durable et de qualité au sens de l'article 2, § 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

3° le volume et la qualité des services de proximité à finalité sociale prestés;

4° le positionnement des activités développées par les I.D.E.S.S. par rapport à celles offertes par le secteur privé;

5° l'efficacité des services développés en termes de coûts-bénéfices.

Le Gouvernement détermine les modalités d'évaluation en regard de ces éléments.

Art. 18. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont effectués par les services du Gouvernement qu'il désigne.

Le respect des 13° et 16° de l'article 4, alinéa 1^{er}, est contrôlé de manière aléatoire.

L'ensemble des I.D.E.S.S. est contrôlé sur une période de trois ans.

Art. 19. Le Gouvernement remet, selon des modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent décret au Parlement wallon.

Art. 20. Le Gouvernement peut, conformément aux articles 13 et suivants de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions ainsi qu'à l'organisation de la Cour des comptes, réclamer le remboursement des subventions visées à l'article 12 indûment versées.

Néanmoins, le Gouvernement peut, sur demande dûment motivée de l'I.D.E.S.S., adapter le montant des sommes à rembourser proportionnellement à la gravité du non-respect des conditions fixées par ou en vertu du présent décret.

Le Gouvernement désigne les services chargés de la récupération par toutes voies de droit des subventions indûment versées.

CHAPITRE V. — *Des dispositions modificatives, transitoires et finales*

Art. 21. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales est complété comme suit :

« 5° les structures prestataires de services visées par le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S." »

Art. 22. Les services de proximité bénéficiant, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, de subventions dans le cadre de l'Accord de coopération conclu le 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle et auquel il a été porté assentiment par décret du 16 mars 2006, continuent à bénéficier, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, de celles-ci, jusqu'à ce qu'ils soient, le cas échéant, agréés en vertu du présent décret et à condition qu'ils introduisent leur demande d'agrément en tant qu'I.D.E.S.S. dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 23. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret au plus tard le 30 juin 2007.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 14 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE
Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN
La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD
La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET
Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT
La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE
Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*
Documents du Parlement wallon, 477 (2006-2007), n^{os} 1 à 8.
Compte rendu intégral, séance publique du 6 décembre 2006.
Discussion. Votes.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 42

[2006/204246]

14 DECEMBER 2006. — **Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort: "I.D.E.S.S." (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en doel*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "Initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (I.D.E.S.S.)" : één van de volgende instellingen :

- a. een vereniging zonder winstoogmerk;
- b. een vennootschap met een sociaal oogmerk zoals bedoeld in artikel 661 van het Wetboek van vennootschappen;
- c. een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- d. een vereniging bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkelen;

2° "buurtdiensten met een maatschappelijk doel" : de diensten die op het grondgebied van het Waalse Gewest door een "I.D.E.S.S." worden ontwikkeld om in te spelen op erkende of opkomende behoeften van particulieren of collectiviteiten, waaraan niet wordt tegemoetgekomen via de markt, de overheid of de gesubsidieerde instellingen en met de bedoeling werkgelegenheid te creëren en de sociale cohesie te versterken;

3° "werknemer" : persoon die :

a. de dag vóór zijn indienstneming bij "I.D.E.S.S." voldoet aan de voorwaarden die vastliggen in de regelgeving betreffende de herinschakeling in de sociale inschakelingseconomie (SINA) van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, genomen krachtens artikel 7, § 1, derde lid, *m.*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

b. of in dienst genomen is krachtens artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

c. of in dienst genomen is krachtens artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° "begunstigde" : natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in artikel 17, § 2, van de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen die een beroep doet op een "I.D.E.S.S." om in aanmerking te komen voor één of meer buurtdiensten met een maatschappelijk doel, rekening houdend met de omvang van zijn inkomsten;

5° "hoofdzetel van de activiteiten" : plaats waar voortdurend menselijke hulpkrachten aangesteld zijn en waar buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkeld worden;

6° "FOREm" : Dienst ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

7° "Commissie" : de Commissie tot erkenning en opvolging van de "I.D.E.S.S." bedoeld in artikel 9.

De Regering kan de definities uit het eerste lid, 2° tot 4°, enkel aanpassen op grond van eventuele wijzigingen aangebracht in :

- 1° de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
 - 2° de regelgeving betreffende de herinschakeling in de sociale inschakelingseconomie (SINA) van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, genomen krachtens artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
 - 3° de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;
 - 4° de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
 - 5° de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en, voor het Waalse Gewest, het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
 - 6° het Wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB. 92);
 - 7° de bepalingen van de wet van 5 juni 2002 betreffende de maximumfactuur in de verzekering voor geneeskundige verzorging wat betreft de rechthebbenden op de verhoogde tegemoetkoming;
 - 8° de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
 - 9° de wetgeving en de regelgeving aangenomen op initiatief van de leden van de Regering voor wat betreft :
 - a.* de ondergeschikte besturen zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hierna "de wet" genoemd;
 - b.* de sociale economie of het werkgelegenheidsbeleid zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;
 - c.* de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
- de begunstigden bedoeld in het eerste lid, 4°, worden nader bepaald door de Regering, rekening houdend met de bepalingen opgenomen in het tweede lid, 3° tot 9°.

Art. 2. De Regering kan, onder de voorwaarden van dit decreet, een "I.D.E.S.S." erkennen dat één of meer buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkelt in de volgende activiteitsdomeinen :

- 1° kleine onderhoudswerken, herstellingen en wooninrichting;
- 2° de aanleg en het onderhoud van groene ruimtes;
- 3° het sociaal vervoer;
- 4° het sociaal waslokaal;
- 5° de sociale winkels;
- 6° de schoonmaak van lokalen van de rechtspersonen bedoeld in artikel 17, § 2, van bovengenoemde wet van 27 juni 1921.

De Regering bepaalt welke diensten erkend kunnen worden met inachtneming van de bepalingen opgenomen in artikel 1, eerste lid, 1° en 2°.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Afdeling I. — Draagwijdte en duur van de erkenning

Art. 3. De erkenning wordt toegekend aan het "I.D.E.S.S." voor één of meer activiteitsdomeinen zoals bedoeld in artikel 2.

De erkenning wordt voor maximum twee jaar toegekend. Na afloop van die periode kan de erkenning verleend worden voor hernieuwbare periodes van vier jaar.

Vanaf de derde erkenning kan deze erkenning echter voor een onbepaalde duur worden toegekend.

Afdeling II. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 4. Om erkend te worden moet het "I.D.E.S.S." aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° de ontwikkeling van één of meer buurtdiensten met een maatschappelijke finaliteit als doel hebben;
- 2° de maatschappelijke zetel en de hoofdzetel van de activiteiten zijn gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 3° buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkelen;
- 4° de meerwaarde van het project aantonen ten opzichte van de diensten die door de markt, de overheid en de gesubsidieerde instellingen worden voorgesteld;
- 5° een partnerschap sluiten met, o.a. andere operatoren die één of verschillende soorten buurtdiensten ontwikkelen;
- 6° de boekhouding of de boekhoudkundige functie is specifiek voor de ontwikkeling van buurtdiensten met een maatschappelijk doel, los van elke andere activiteit die het "I.D.E.S.S." ontwikkelt;
- 7° een project inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces voorleggen aan de werknemers;
- 8° de werknemers en de begunstigden bij het beheer van het project betrekken;
- 9° een overeenkomst met de "FOREM" sluiten waarbij in voorkomend geval gezorgd zal worden voor de opvolging van de opleidingen georganiseerd voor de werknemers door de dienstverlenende structuur of waarbij de overgang naar de betrokken sectoren van de arbeidsmarkt bevorderd zal worden;
- 10° één of meer partnerschappen sluiten met de actoren bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling "Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle" (D.I.I.S.P.) met het oog op :
 - a.* een vlotte opbouw van het geïndividualiseerde actieprogramma bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005 tot uitvoering van het bovengenoemde decreet van 1 april 2004;
 - b.* een grotere doelmatigheid van de opleidings- en inschakelingsacties die de begunstigden dichter bij de arbeidsmarkt moeten brengen;
 - c.* de organisatie van overstapmogelijkheden "opleiding/tewerkstelling";
- 11° de economische leefbaarheid en de relevantie van het project aantonen;
- 12° zich ertoe verbinden aan te tonen dat de ontwikkelde buurtdiensten met een maatschappelijk doel bestemd zijn voor een voldoende aantal begunstigden teneinde het terwerkstellingsvolume aanzienlijk te verhogen;

13° wat betreft het "I.D.E.S.S." bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, *b*, niet in staat van concordaat, faillissement of insolventie verkeren en wat betreft het "I.D.E.S.S." bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, *a.*, niet in staat van vereffening verkeren;

14° onder de bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die bevoegd zijn om het "I.D.E.S.S." te verbinden geen personen tellen die :

14° *a.* gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning verantwoordelijk zijn gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklarde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;

14° *b.* gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning veroordeeld werden voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van het maatschappelijk doel van het "I.D.E.S.S.";

15° niet in strijd zijn met de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van zijn activiteit inzake ontwikkeling van buurtdiensten met een maatschappelijk doel;

16° geen achterstallige belastingen verschuldigd zijn, noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, al naar gelang het geval, of door een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening van dat fonds, waarbij de sommen waarvoor een behoorlijk in acht genomen aanzuiveringsplan bestaat niet als achterstallen worden beschouwd;

17° de verbintenis aangaan om, wat betreft de werknemers, het begrip van passende dienstbetrekking in acht te nemen in de zin van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering op het handvest van de sociaal verzekerde en van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering op het handvest van de sociaal verzekerde.

De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt niet gesteld voor de dienstverlenende structuren bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, *c.* en *d.*

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 5°, 8°, 9° en 10°, kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Afdeling III. — Toekenning, hernieuwing, opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 5. De erkenning van het "I.D.E.S.S." wordt door de Regering verleend en hernieuwd na gemotiveerd advies van de Commissie en na behandeling door de diensten die zij aanwijst.

Het advies van de Commissie betreffende een aanvraag tot hernieuwing wordt gemotiveerd o.a. op grond van de voorwaarden bepaald bij artikel 4.

De beslissing tot toekenning en hernieuwing van de erkenning wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten genomen uiterlijk binnen vier maanden na de datum van indiening van het volledige dossier. Na afloop van die termijn wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

De procedure tot toekenning en tot hernieuwing wordt bepaald door de Regering met inachtneming van de beginselen van de administratieve vereenvoudiging.

Art. 6. Als een "I.D.E.S.S." niet meer voldoet aan één van de bij of krachtens dit decreet gestelde voorwaarden, kan de erkenning voor een bepaalde periode opgeschort worden opdat de "I.D.E.S.S." orde op zaken zou kunnen stellen, of ingetrokken worden door de Regering op voorstel van de diensten die zij aanwijst en na gemotiveerd advies van de Commissie.

Afdeling IV. — Beroepen tegen de beslissingen tot weigering van toekenning, weigering van hernieuwing, opschorting of intrekking van de erkenning

Art. 7. Bij weigering, opschorting of intrekking van de erkenning kan het "I.D.E.S.S." volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een schorsend beroep instellen bij de diensten die zij aanwijst. De Commissie wordt verzocht om een gemotiveerd advies en kan de "I.D.E.S.S." horen.

Art. 8. De Regering doet volgens de door haar bepaalde modaliteiten uitspraak over de schorsende beroepen bedoeld in artikel 7 binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum waarop de beroepen zijn ingesteld.

Bij gebrek aan uitspraak binnen vier maanden wordt de beslissing van de Commissie bevestigd.

Afdeling V. — Commissie

Art. 9. Er wordt een Commissie tot erkenning en opvolging van de "I.D.E.S.S." opgericht, hierna "de Commissie" genoemd. De Commissie zal :

1° volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt een gemotiveerd advies uitbrengen over de toekenning, hernieuwing, opschorting of intrekking van de erkenning, alsook over de desbetreffende beroepen;

2° op verzoek of op eigen initiatief advies geven i.v.m. elk vraagstuk betreffende de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale".

Art. 10. De Commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter en een plaatsvervanger van de voorzitter die de Minister van Economie vertegenwoordigt;

2° vier leden en vier plaatsvervangers die de Regering vertegenwoordigen, onder wie een lid en een plaatsvervanger die de Minister van Tewerkstelling vertegenwoordigen, een lid en een plaatsvervanger die de Minister van Economie vertegenwoordigen, een lid en een plaatsvervanger die de Minister van Vorming vertegenwoordigen en een lid en een plaatsvervanger die de Minister van Sociale Actie vertegenwoordigen;

3° twee leden en twee plaatsvervangers die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

4° twee leden en twee plaatsvervangers die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

5° twee leden en twee plaatsvervangers ter vertegenwoordiging van de vereniging zonder winstoogmerk "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), onder wie een lid en een plaatsvervanger van de "Fédération des C.P.A.S. de Wallonie" (Federatie van de O.C.M.W.'s van Wallonië);

6° twee leden en twee plaatsvervangers die de sociale economie vertegenwoordigen;

7° een lid en een plaatsvervanger die de "FOREm" vertegenwoordigen;

8° een lid en een plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de regeringsdiensten die de Regering aanwijst.

Alleen de leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 6°, zijn stemgerechtigd.

De adviezen van de Commissie worden aangenomen bij consensus of, in voorkomend geval, bij gewone meerderheid van de stemgerechtigde leden.

Art. 11. § 1. De Regering benoemt de voorzitter en de in artikel 10, 2° tot 7° bedoelde leden van de Commissie op de voordracht van hun opdrachtgevers.

De leden worden benoemd voor vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar en loopt tot de hernieuwing ervan.

Het vervalt :

1° in geval van ontslag;

2° als de opdrachtgever die een lid heeft voorgedragen om diens vervanging vraagt;

3° als een lid de hoedanigheid verliest die zijn mandaat rechtvaardigde;

4° als een lid in de loop van een verstreken kalenderjaar minstens de helft van de vergaderingen niet heeft kunnen bijwonen.

Het lid dat zijn mandaat neerlegt vóór de normale verstrijksdatum wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voleindigt. In dat geval wordt een nieuwe plaatsvervanger aangewezen.

§ 2. De Commissie vergadert minstens vier keer per jaar na oproeping door haar voorzitter. Ze stelt haar huishoudelijk reglement op met inachtneming van de aanbevelingen van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Subsidies*

Art. 12. De Regering kan volgens de door haar bepaalde modaliteiten onder de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen de volgende subsidies aan de "I.D.E.S.S." verlenen :

1° een subsidie ter gedeeltelijke dekking van haar werkingskosten;

2° een subsidie ter gedeeltelijke dekking van de bezoldiging van de in artikel 1, eerste lid, 3°, *a.* en *c.*, bedoelde werknemers, in dienst genomen middels een arbeidscontract en berekend in voltijds equivalent.

Het totaalbedrag van de subsidies bedoeld in het eerste lid mag niet hoger zijn dan 100.000 euro per jaar en per activiteitsdomein zoals bedoeld in artikel 2.

Art. 13. De Regering kan de "I.D.E.S.S." ook een tegemoetkoming verlenen die berekend wordt op grond van het aantal werknemers om de bezoldiging van het begeleidingspersoneel gedeeltelijk te dekken, zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en andere wetsbepalingen.

Overeenkomstig de bepalingen van bovengenoemd decreet van 25 april 2002 en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt deze subsidie op maximum 24 punten per "I.D.E.S.S." vastgelegd bovenop de punten toegekend op grond van het referentiebestand zoals bedoeld in artikel 15, tweede lid.

Art. 14. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidies bedoeld in artikel 12.

Art. 15. De subsidies bedoeld in artikel 12 kunnen slechts toegekend worden aan werknemers in dienst genomen door de "I.D.E.S.S." die, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, bijkomende werknemers zijn t.o.v. het referentiebestand.

Onder referentiebestand wordt verstaan het in voltijds equivalent uitgedrukte aantal werknemers die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, hierna "RSZ" genoemd.

Art. 16. Het geheel van de tegemoetkomingen en subsidies verleend aan de "I.D.E.S.S." in het kader van dit decreet, gecumuleerd met alle andere geldende vormen van steun of verminderingen van de bijdragen van de sociale zekerheid, mogen niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de kosten i.v.m. de verlening van buurtdiensten door de "I.D.E.S.S."

De Regering bepaalt de berekeningsmodaliteiten aan de hand waarvan het totaalbedrag van de tegemoetkomingen vergeleken kan worden met de kosten i.v.m. het verstrekken van buurtdiensten met een maatschappelijk doel.

HOOFDSTUK IV. — *Opvolging, controle, toezicht, evaluatie en sancties*

Art. 17. Na afloop van elk boekjaar van de lopende erkenning bezorgt de "I.D.E.S.S." de regeringsdiensten die de Regering aanwijst en de Commissie een verslag waarin op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :

1° de activiteitenbalans;

2° de modaliteiten inzake deelname van de werknemers en begunstigden in het beheer van het project bedoeld in artikel 4, eerste lid, 8°;

3° de specifieke rekeningen of boekhoudkundige functies i.v.m. het verstrekken van buurtdiensten, waarbij melding wordt gemaakt van het gebruik van de ontvangen subsidies en tegemoetkoming.

De "I.D.E.S.S." wordt door de regeringsdiensten die de Regering aanwijst en door de Commissie geëvalueerd o.a. op grond van de volgende gegevens :

1° het aantal gecreëerde banen en de kwaliteit ervan;

2° het aantal werknemers die de "I.D.E.S.S." verlaten hebben voor een duurzame en kwaliteitsvolle betrekking in de zin van artikel 2, § 1, van het decreet van 1 april 2004 betreffende het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling;

3° de omvang en de kwaliteit van de verstrekte buurtdiensten met een maatschappelijk doel;

4° de positionering van de activiteiten ontwikkeld door de "I.D.E.S.S." in vergelijking met die geboden door de privésector;

5° de efficiëntie van de ontwikkelde diensten inzake kosten-baten analyse.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de evaluatie op grond van deze gegevens.

Art. 18. De controle en het toezicht op de naleving van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgevoerd door de regeringsdiensten die de Regering aanwijst.

De inachtneming van de punten 13° en 16° van artikel 4, eerste lid, wordt toevallig gecontroleerd.

Het geheel van de "I.D.E.S.S." wordt over een periode van drie jaar gecontroleerd.

Art. 19. De Regering maakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt een verslag over aan het Waalse Parlement i.v.m. de uitvoering van dit decreet.

Art. 20. Overeenkomstig de artikelen 13 en volgende van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof kan de Regering de terugbetaling openen van de ten onrechte betaalde subsidies bedoeld in artikel 12.

De Regering kan evenwel op behoorlijk gemotiveerd verzoek van de "I.D.E.S.S." de som van de terug te betalen bedragen aanpassen naar gelang van de ernst van het niet nakomen van de bij of krachtens dit decreet gestelde voorwaarden.

De Regering wijst de diensten aan die de ten onrechte gestorte subsidies met alle rechtsmiddelen moeten invorderen.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. Artikel 3, § 1, eerste lid, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indiening van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en andere wettelijke bepalingen wordt aangevuld als volgt :

« 5° de dienstverlenende structuren bedoeld bij het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", afgekort : "I.D.E.S.S." »

Art. 22. De buurtdiensten die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet subsidies genieten in het kader van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeconomie en waarmee ingestemd werd bij decreet van 16 maart 2006 blijven in aanmerking komen voor deze subsidies volgens de modaliteiten bepaald door de Regering tot ze in voorkomend geval erkend worden krachtens dit decreet en op voorwaarde dat zij hun aanvraag tot erkenning als "I.D.E.S.S." indienen binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 23. De datum waarop dit decreet in werking treedt wordt door de Regering vastgelegd op uiterlijk op 30 juni 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 477 (2006-2007), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 6 december 2006.

Bespreking. Stemmingen.